



# MOOC BIODIVERSITÉ

*Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC UVED « Biodiversité ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.*

## *(Ré)concilier société et biodiversité*

**Denis Couvet**

*Professeur - Muséum national d'Histoire naturelle*

Concilier biodiversité et société, est-ce possible ? Nous allons examiner dans un premier temps ce qui semble nécessaire. Donc dans ce domaine-là, un certain nombre de réflexions ont eu lieu sur les politiques publiques qui sont nécessaires.

La première politique publique évidente, intuitivement, c'est limiter nos impacts sur les écosystèmes. Ça veut dire savoir quels sont les écosystèmes que nous n'exploiterons pas, quels sont les écosystèmes que nous exploiterons avec plus de modération.

À partir du moment où l'on met en place cette politique publique, se crée une nouvelle question sociale autour de la justice et de l'équité. Pourquoi ? Et bien parce que tant que la quantité de ressources disponibles sur la planète est considérée comme infinie, il est toujours possible de considérer que les plus pauvres pourront s'approvisionner auprès des écosystèmes qui ne sont pas encore exploités, des ressources naturelles non encore utilisées. À partir du moment où cette quantité de ressources naturelles est considérée comme limitée, que nous exploitons déjà l'ensemble des ressources naturelles qui sont possibles à exploiter, et bien, cette réponse n'est plus possible. Donc il s'agit de partager entre les plus riches et les plus pauvres.

Enfin, le troisième type de politique publique qui est nécessaire à développer, c'est celle qui concerne l'efficacité. L'efficacité des activités économiques, de l'utilisation des ressources naturelles, c'est-à-dire, pour un besoin humain donné, comment utiliser le moins de ressources naturelles possibles ? Alors, ce troisième type de politique publique est très populaire auprès de l'ensemble des acteurs économiques. Pourquoi ? Et bien parce que ça donne un avantage économique en général aux entreprises, aux exploitations agricoles, ceux qui savent effectivement

être le plus efficace, en général, vont avoir un avantage et vont évincer les autres acteurs économiques. Mais ce qu'ont montré les économistes depuis pas mal de temps, c'est un effet pervers. L'effet pervers c'est l'effet rebond. Effet rebond qui est que lorsque vous augmentez l'efficacité, et bien, le bénéfice associé à l'utilisation des ressources naturelles devient plus important et donc la pression sociale qui va peser sur les écosystèmes va devenir encore plus importante et du coup ça va stimuler finalement notre utilisation des écosystèmes. Donc ce surcroît d'efficacité et bien c'est une politique qui est sans doute intéressante, elle nous permet plus facilement d'aboutir à limiter notre impact sur les écosystèmes mais si jamais en surplomb nous n'avons pas cet objectif de limitation de nos impacts, et bien l'effet sera contre-productif et on aura finalement un surcroît d'utilisation des écosystèmes.

Alors, limiter notre impact sur les écosystèmes, est-ce que c'est possible ? La réponse des écologues dans ce domaine-là, elle est claire, c'est oui. C'est oui parce que lorsque l'ont fait l'inventaire de l'activité humaine qui a l'impact principal sur les écosystèmes qui est l'agriculture, et bien on constate qu'en ce qui concerne les cultures donc les champs cultivés, et bien nous avons à peu près 40 % des champs cultivés qui sont dédiés à des activités autres que l'alimentation humaine directe, c'est-à-dire la production de biocarburants ou bien la production de fourrages qui vont être utilisés dans l'alimentation pour les animaux, donc dans la production de protéines animales.

Et si jamais on utilisait l'ensemble des cultures pour l'alimentation humaine directe, et bien, on pourrait tout simplement alimenter 40 % d'humains en plus donc largement de quoi absorber le surcroît de population humaine qui est attendu pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Donc il y a pas mal de possibilités effectivement de revoir notre utilisation des écosystèmes, les activités agricoles de manière à réduire notre impact sur les écosystèmes.

Alors, est-ce que cette limitation de l'impact, est-ce que c'est suffisant donc cet objectif ? Sur le plan politique on peut penser que non, pourquoi ? Et bien parce que l'acceptabilité risque d'être assez faible, on risque de tomber dans les travers de ce qui est appelé l'écologie punitive, c'est-à-dire que quelque part, il est nécessaire que cette limitation de notre impact sur les écosystèmes corresponde aussi à un surcroît en termes de bien-être, de bonheur des individus et des sociétés.

Dans ce domaine-là, la figure suivante fournit des perspectives qui sont plutôt intéressantes.

Qu'est-ce que l'on voit sur cette figure qui compare la situation des pays à l'échelle de la planète ? Donc des pays qui ont une faible empreinte écologique qui sont les pays qui sont à gauche donc notamment les pays africains et puis à droite, vous avez les pays développés, les États-Unis, l'Australie mais aussi beaucoup de pays européens qui ont une empreinte écologique très élevée.

En ordonnée, ce que vous avez c'est l'indice de développement humain. L'indice de développement humain, il est constitué en un tiers de richesses matérielles, un tiers de longévité donc qui correspond à la santé et puis un tiers en terme d'éducation et ce que nous montre cette figure c'est que certes, avec une certaine augmentation de l'empreinte écologique ça s'accompagne aussi d'un surcroît de développement humain, donc d'un surcroît sans doute de satisfaction humaine mais au-delà d'une

certaine empreinte écologique, et bien vous avez un plafonnement, c'est-à-dire que finalement cette augmentation d'empreinte écologique elle n'a aucun bénéfice social, finalement l'indice de développement humain reste à peu près le même.

Donc on constate qu'à travers une révision de ce qui nous importe, on pourrait aussi réduire notre impact sur les écosystèmes.

Or cette question elle reste très complexe sur le plan social et politique et dans ce domaine-là, les économistes et les philosophes ont développé le concept de capabilité. Donc ce concept de capabilité, proposé par l'économiste titulaire d'un prix Nobel, Amartya Sen, a été ensuite élaboré et précisé par la philosophe, Martha Nussbaum, qui énonce comme cela dix capabilités qui sont importantes et ces dix capabilités correspondent à :

- la santé,
- la qualité des relations sociales,
- à l'émotion,
- à l'empathie vis-à-vis des autres espèces,

Et, ce qu'explique Martha Nussbaum, c'est que finalement la richesse matérielle, c'est un moyen pour aboutir à mieux répondre à ces aspirations humaines qui font finalement le sel de la vie et qui sont vraiment ce qui nous motive et ce qui nous importe.

Donc à travers une révision de ce qui nous importe, de ce qui nous motive donc de ces aspirations, on voit que ceci est tout à fait compatible finalement avec une réduction de notre impact sur les écosystèmes.

Alors, simplement réviser nos aspirations humaines, est-ce que ça suffit ? Est-ce que c'est compatible avec le fonctionnement économique et politique des sociétés - Fonctionnement qui est très complexe parce qu'on a 7 milliards d'humains - ? Et bien les derniers modèles de l'économie néoclassique dans ce domaine sont assez rassurants. Ce que montrent ces modèles, c'est que finalement, si les gens des pays riches acceptent de réinvestir les surcroûts de productivité, l'amélioration de la productivité, non pas un surcroît de production ou de consommation mais surcroît de temps de loisirs, et bien dans ce cas-là, les marchés spontanément finalement vont se diriger vers les pays les plus pauvres, les pays du Sud qui sont les seuls à offrir des opportunités supplémentaires de production et de consommation et les marchés capitalistes notamment vont spontanément, finalement, réduire l'iniquité, la l'injustice et réduire la pauvreté en faveur des pays du Sud.

La conclusion c'est que finalement, si nous révisons nos aspirations humaines, si nous y réfléchissons beaucoup plus sérieusement à ce qui fait le sel de la vie humaine, et bien, il est tout à fait possible de réduire notre impact sur les écosystèmes et que le fonctionnement économique et politique des sociétés est compatible avec cette ambition.